

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Toulouse, le 12 juin 2012

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et
de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV4

Affaire suivie par : Yann DEFFIN
Réf : YD/2012/N°369

Téléphone : 05 61 15 39 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : yann.deffin
@ developpement-durable.gouv.fr

Objet: ICPE - établissement SETMI à TOULOUSE

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Le présent rapport a pour but de présenter le projet de modification de l'arrêté d'autorisation encadrant le fonctionnement de l'unité d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux exploitée par la SETMI.

Cette modification intègre :

- les exigences liées à la parution de l'arrêté ministériel du 3 août 2010 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux qui a modifié l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;
- les changements apportés par trois décrets parus en 2010 modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, notamment le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 ;
- les exigences liées à la parution de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.
- une révision des prescriptions techniques annexées à l'arrêté en vigueur et relatives à la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques ;
- la création par l'exploitant d'une aire intermédiaire de stockage de mâchefers dans son process de traitement des mâchefers.

1 DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT ET HISTORIQUE ADMINISTRATIF

L'unité de valorisation énergétique, exploitée par la SETMI au travers d'une délégation de service public, est la propriété de la ville de Toulouse. Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse. Elle assure aussi l'incinération de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Construit en 1969, le site dispose de 4 fours pour une capacité totale d'incinération de 330 000 tonnes par an. La valorisation énergétique, au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines, permet la production d'eau surchauffée utilisée pour le chauffage urbain ou l'eau chaude sanitaire par l'intermédiaire d'un réseau de chaleur de 18 km situé au niveau des quartiers du Mirail, de Reynerie et de Bellefontaine. Ce sont notamment 9 000 logements, un supermarché, une université, des écoles, des établissements publics et bureaux qui sont ainsi desservis.

L'exploitation du site est soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié numéro 153 du 28 décembre 2004.

Les installations classées aujourd'hui autorisées sont les suivantes :

<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Caractéristiques de l'installation</i>
286	A	Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et alliages	Déferraillage des mâchefers : surface = 600 m ²
322-A 167-a	A	Station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains.	<ul style="list-style-type: none"> • Centre de tri des mâchefers – conditionnement des mâchefers – Parc de maturation des mâchefers : capacité = 53000 t/an • Station de transit d'ordures ménagères utilisée temporairement en cas d'arrêt des fours
322-B-1	A	Broyage d'ordures ménagères et autres résidus urbains.	Installation de broyage des mâchefers : puissance = 30 kW
322-B-4 167-c	A	Incinération des ordures ménagères et autres résidus urbains ; Incinération de déchets industriels provenant d'installations classées, non dangereux ; Incinération de déchets d'activités de soins à risques infectieux.	Four n°1 : Capacité nominale = 10 t/h PCI moyen = 9614 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, P _{th} = 27 MW Four n°2 : Capacité nominale = 10 t/h PCI moyen = 9614 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, P _{th} = 27 MW Four n°3 : Capacité nominale = 10 t/h PCI moyen = 9614 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, P _{th} = 27 MW Four n°4 : Capacité nominale = 14 t/h PCI moyen = 9614 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, P _{th} =

<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Caractéristiques de l'installation</i>
			37 MW Puissance thermique nominale : 118 MW Capacité horaire : 44 t/h Capacité annuelle : 330.000 t/an
1432-2-b	D	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	1 cuve de fioul domestique de 80 m ³ , 1 cuve de fioul domestique de 15 m ³ , soit capacité équivalente totale de 19 m ³
1510	NC	Stockage de produits combustibles	Stockage de charbon actif de 75 m ³ (= 37 t)
2171	NC	Dépôt d'engrais renfermant des matières organiques et n'étant pas à l'annexe d'une exploitation agricole	Stockage de boues séchées de la station d'épuration de Toulouse : 80 m ³
2910-A-1	A	Combustion, lorsque l'installation consomme du gaz naturel	2 chaudières d'appoint fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance respective de 23,3 MWth et 47,5 MWth, soit une puissance thermique totale : 70,8 MWth
2920-2-a	A	Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieure à 10 ⁵ Pa, ne comprimant pas des fluides inflammables ni toxiques	8 compresseurs d'air de 55 à 100 CV chacun : puissance absorbée totale = 610 kW
2925	D	Atelier de charge d'accumulateurs	2 chargeurs de batterie : puissance maximale = 88,2 kW <ul style="list-style-type: none"> • 1 chargeur pour chariot élévateur : 4,2 kW • 1 chargeur pour exploitation (onduleurs) : 84 kW
1715-2	D	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001. La valeur de Q est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10 ⁴	8 sources radioactives scellées de carbone 14 pour une activité totale de 29,28 MBq, soit un Q égal à 2.928.

A (autorisation) D (déclaration) NC (non classé)

2 PRESENTATION DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES PRIS EN COMPTE DANS LA MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

2.1 *Arrêté ministériel du 3 août 2010*

L'arrêté du 3 août 2010 modifie l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Ce texte résulte :

- de l'engagement n° 262 du Grenelle qui invite à une meilleure information et transparence sur les installations d'incinération. Cet engagement a été complété par l'engagement n° 265 relatif à l'amélioration de l'évaluation de l'impact environnemental et sanitaire des différents modes de gestion des déchets.
- de dispositions communautaires notamment de la directive 2000/76/CE relative à l'incinération des déchets et de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Pour les installations d'ores et déjà en fonctionnement comme celle de la SETMI, un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires doit prescrire :

- la mesure en semi-continu des dioxines et furannes avant le 1er juillet 2014 ;
- la mesure en continu de l'ammoniac avant le 1er juillet 2014 ;
- des valeurs limites à l'émissions sur les flux de polluants dans les rejets gazeux avant le 1er juillet 2011. Pour la SETMI, l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 fixait déjà de telles limites ;
- des valeurs limites pour l'indisponibilité des appareils de mesure ;
- la mesure de la performance énergétique des incinérateurs de déchets non dangereux et annuellement du pouvoir calorifique inférieur des déchets.

2.2 *Décret n°2010-369 du 13 avril 2010*

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 a considérablement modifié la nomenclature des installations classées.

Désormais, le classement administratif des activités de traitement des déchets s'effectue non plus en fonction de la provenance des déchets, mais en fonction de nature et de la dangerosité du déchet, et avec l'importance des dangers et inconvénients que génèrent le procédé industriel de traitement mis en œuvre.

Le décret a supprimé les anciennes rubriques (à 3 chiffres) de la nomenclature des installations classées et les activités correspondantes ont été re-codifiées sur de nouveaux numéros à 4 chiffres (27xx).

2.3 Arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux

Ce texte abroge la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains et définit de nouvelles règles sur la valorisation des mâchefers d'incinération d'ordures ménagères (MIOM) en technique routière. Cet arrêté modifie notamment :

- la liste des paramètres à analyser ;
- les seuils d'acceptabilité en technique routière ;
- le contrôle de conformité ;
- les règles relatives à la traçabilité ;
- la mise en œuvre des MIOM.

2.4 Autres évolutions réglementaires

L'exploitant a indiqué que le volume annuel de l'activité de distribution de carburants était inférieur à 100 m³. Cette activité n'est donc plus classée suite à la création de la rubrique 1435 par le décret 2010-367 du 13 avril 2010.

Enfin, depuis le décret n° 2010-1700 du 30/12/10 modifiant la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relative à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations de compression et de réfrigération du site ne sont plus soumises à la rubrique 2920.

3 PRESENTATION DES MODIFICATIONS TECHNIQUES INTERVENUES SUR LE SITE ET PRISES EN COMPTE DANS LA MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

3.1 Modification du traitement des rejets liquides du site

L'Inspection avait constaté (rapport du 5 février 2009, courrier de Monsieur le Préfet à la SETMI du 26 février 2009) que l'exploitant de la SETMI rejetait au point de rejet n°1 du site, soit vers la Garonne :

- les eaux issues de sa station de traitement,
- les eaux de ruissellement du parc à mâchefers,
- les eaux de process suivantes : les purges et vidanges du circuit vapeur, la régénération des adoucisseurs et les concentrats des osmoseurs.

A ce point de rejet, donc après mélange de ces effluents, étaient réalisées les analyses exigées par l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral depuis mai 2008. Auparavant, elles étaient réalisées en sortie de station.

De cet état des rejets liquides de la SETMI dans la Garonne, via le réseau pluvial communal, il ressortait :

- que les eaux de ruissellement du parc à mâchefers étaient rejetées dans le milieu naturel après un passage sur un déboureur-déshuileur. Ceci est contraire aux dispositions des articles 21 et 23 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

- que les eaux des process suivants : extracteurs mâchefers les purges et vidanges du circuit vapeur, la régénération des adoucisseurs et les concentrats des osmoseurs sont également rejetés dans le milieu naturel après un passage sur un déboubeur-déshuileur. Ceci est contraire aux dispositions des articles 21 et 23 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- que la mesure, après mélange de plusieurs effluents, au point de rejet n°1 final n'est pas conforme aux exigences de l'article 13 de l'arrêté de 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Mais que cette mesure permet, tant que les conditions de rejets ne sont pas modifiées, de mesurer l'impact des rejets du site sur son environnement;
- qu'une incohérence existe entre les tableaux des paragraphes 4.3.1. et 4.4.3. des prescriptions de l'arrêté préfectoral pour le rejet des eaux pluviales du parc à mâchefers.

En conséquence, Monsieur le Préfet a demandé à l'exploitant, par courrier du 26 février 2009, de modifier ses installations pour éviter les rejets d'eaux résiduaires dans le milieu naturel (rejets des eaux de ruissellement du parc à mâchefers, des eaux de purges et vidanges du circuit vapeur, des eaux de régénération des adoucisseurs, des eaux des concentrats des osmoseurs).

Ce courrier de Monsieur le Préfet indiquait que lorsque l'exploitant, au travers du dossier modificatif qui lui est demandé, aura apporté des propositions de solutions aux divers points abordés supra, l'Inspection des installations classées proposera à Monsieur le Préfet une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 prenant en compte les changements apportés aux rejets liquides du site et ceux entraînés par la modification des installations de traitement des mâchefers (cf paragraphe 3.2).

Ce courrier demandait aussi que l'exploitant rétablisse son point de mesure en sortie de station. Cela a été fait à partir de septembre 2009.

Ainsi, depuis septembre 2009, des doubles mesures des paramètres pH, température, matières en suspension et carbone organique total ont été effectuées :

- en sortie de station de traitement pour analyser la conformité des rejets aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- en sortie de site pour mesurer l'impact de l'ensemble des rejets du site (eaux résiduaires et eaux pluviales) sur son environnement. Sont également déterminés en sortie du site, les flux des polluants dont la mesure est demandée par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004.

Depuis septembre 2009, l'exploitant a mis en place une pompe qui permet le recyclage des eaux de la lagune de rétention recueillant les eaux de ruissellement du parc à mâchefers en les injectant dans le traitement humide des fumées d'incinération. Les effluents du traitement humide des fumées sont ensuite traitées par la station d'épuration du site avant rejet dans le réseau pluvial. Cette action permet de rétablir la conformité de ces rejets par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

Ainsi, depuis cette date, les effluents dont le traitement est encore contraire aux dispositions de cet arrêté ministériel sont les eaux issues de deux décanteurs. Le décanteur mâchefer collecte les eaux de l'aire de stockage intermédiaire (cf paragraphe 3.2) et les eaux des installations de

traitement des mâchefers. Le décanteur sous filtres à manches collecte les eaux des extracteurs mâchefers (sur-verse liée à l'alimentation en continu en eaux industrielles et condensats de la vapeur générée par la chute des mâchefers chauds), des eaux de lavage des sols sous les extracteurs, des purges et vidanges du circuit vapeur et de la régénération des adoucisseurs.

Par bordereau du 13 octobre 2011, la Direction Départementale des Territoires a transmis à l'Inspection des installations classées, le dossier de l'exploitant du 28 septembre 2011 décrivant comment le traitement de ces effluents va être modifié. La solution retenue est similaire à celle appliquée pour les effluents de la lagune de rétention des eaux du parc mâchefers. Elle consiste en le recyclage des effluents vers cette lagune et donc leur utilisation dans le traitement humide des fumées d'incinération et leur traitement par la station d'épuration du site avant rejet dans le réseau pluvial. Après réalisation de ces modifications, l'ensemble des traitements et conditions de rejet des effluents aqueux sera conforme aux dispositions des arrêtés ministériels du 20 septembre 2002.

Dans le cadre des premiers résultats de l'action RSDE, l'Inspection des installations classées propose également de préciser les conditions (atteinte des seuils de détection) dans lesquelles doivent être réalisées les analyses des rejets aqueux du site (point n°1) pour les paramètres cadmium, cuivre et zinc.

3.2 Modification du traitement des mâchefers du site

Cette modification réalisée en 2009 visait plusieurs buts :

- créer une rupture de charge au niveau de l'installation de traitement des mâchefers, pour empêcher qu'un incident d'exploitation sur cette ligne oblige la SETMI à interrompre l'incinération de déchets dans ses fours. Les travaux qui ont été engagés ont apporté plus de souplesse à l'exploitant dans la gestion des mâchefers produits ;
- apporter une plus grande indépendance des deux opérations que sont l'incinération des déchets et le traitement des mâchefers. L'exploitant indiquait que cela permettrait de travailler sur cette deuxième ligne 4 jours sur 7, et uniquement pendant les heures ouvrables et donc de diminuer les nuisances et notamment les émissions sonores de nuit et de week-end ;
- permettre l'amélioration du traitement des mâchefers en rendant plus performante l'extraction des métaux ferreux, notamment par un meilleur criblage.

Cette modification impacte peu les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004, seuls les paragraphes suivants doivent être modifiés :

- Titre 5 : déchets produits par l'établissement : 5.1.3.1. Capacité d'entreposage des déchets résultant du traitement des déchets ménagers et assimilés présents sur le site. Ce paragraphe doit être modifié pour intégrer la création de la plateforme de stockage intermédiaire et la nouvelle aire de traitement ;
- Titre 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques : 4.4.4. Mode de traitement des effluents. Ce paragraphe doit être modifié pour intégrer dans les effluents du site ceux de la nouvelle aire mâchefers créée. En effet, si les conditions du stockage final ne changent pas, un bac de décantation de 20 m³ dont le but est de collecter les eaux de ruissellement des aires de manœuvre et du stockage intermédiaire, est ajouté à l'installation. Le dossier avait prévu de raccorder ce bac au collecteur d'eaux pluviales existant. Monsieur le Préfet avait demandé à l'exploitant de modifier ce point. Dans son dossier du 28 septembre 2011, l'exploitant propose de renvoyer ces effluents vers la lagune de rétention des eaux du parc mâchefers (cf paragraphe 3.1)

4 CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au vu des évolutions réglementaires récentes en matière de gestion des déchets, les activités de la SETMI situées sur le territoire de la commune de TOULOUSE relèvent désormais de la législation des installations classées pour les nouvelles rubriques selon le tableau de classement ci-dessous.

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2770-2	<p>Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparation dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incinération de déchets d'activités de soins à risques infectieux. 	<p>Capacité annuelle totale : 6 000 t/an (compris dans les 330 000 t/an mentionnée dans la case ci-dessous),</p>	A
2771	<p>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incinération des ordures ménagères et autres résidus urbains • Incinération de déchets industriels non dangereux • Installations de broyage et de déferrailage des mâchefers produits par les 4 fours d'incinération de la SETMI 	<p>Capacité annuelle totale : 330 000 t/an*,</p> <p>soit 98,2% des tonnages incinérés lorsque les capacités maximales de traitement (DASRI et totales) sont atteintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Four n°1 : Capacité nominale = 10 t/h PCI moyen = 9614 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, P_{th} = 27 MW • Four n°2 : Capacité nominale = 10 t/h PCI moyen = 9614 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, P_{th} = 27 MW • Four n°3 : Capacité nominale = 10 t/h PCI moyen = 9614 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, P_{th} = 27 MW • Four n°4 : Capacité nominale = 14 t/h PCI moyen = 9614 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, P_{th} = 37 MW • Total : 	A

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
		<p>Puissance thermique nominale : 118 MW</p> <p>Capacité horaire : 44 t/h</p> <ul style="list-style-type: none"> • traitement des mâchefers - Installation de broyage des mâchefers : puissance = 30 kW - Parc de stockage avant traitement, centre de traitement et parc de maturation de mâchefers liés au fonctionnement de l'unité d'incinération : <p>surface du parc de stockage avant traitement et du centre de traitement = 288 m² pour les mâchefers en attente de traitement, 200 m² pour le stockage des métaux non ferreux, des métaux ferreux, des imbrûlés, des brôyats</p> <p>surface du parc de maturation de mâchefers = 8 000 m², capacité de stockage maximal = 53 000 t/an</p>	
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m³</p> <ul style="list-style-type: none"> • Station de transit d'ordures ménagères et autres résidus urbains et de déchets industriels non dangereux 	<p>Station de transit d'ordures ménagères et autres résidus urbains et de déchets industriels non dangereux utilisée temporairement en cas d'arrêt des fours</p> <p>volume maximal du transit : 6 500 m³</p>	A
2910-A1	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771</p> <p>Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaudières d'appoint fonctionnant au gaz naturel 	<p>2 chaudières d'appoint fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance respective de 23,3 MWth et 47,5 MWth, soit une puissance thermique totale : 70,8 MWth</p>	A
1715-2	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt,	8 sources radioactives scellées de carbone 14 pour une activité totale de 29,28 MBq, soit un Q égal à 2.928.	D

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
	entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001 . La valeur de Q est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10^4		
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	2 chargeurs de batterie : puissance maximale = 88,2 kW <ul style="list-style-type: none"> • 1 chargeur pour chariot élévateur : 4,2 kW, • 1 chargeur pour exploitation (onduleurs) : 84 kW 	D
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m^3 <ul style="list-style-type: none"> • Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 cuve de fioul domestique de 15 m^3, • 1 cuve de fioul domestique de 1 m^3, pour l'alimentation du groupe électrogène soit une capacité équivalente totale de $3,2\text{ m}^3$	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieur 100 m^3	Volume annuel de carburant distribué : 5 m^3	NC
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant inférieur à 200 m^3	Stockage de boues séchées de la station d'épuration de Toulouse : 80 m^3	NC
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa , et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW <ul style="list-style-type: none"> • Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieure à 10^5 Pa, ne comprimant pas des fluides inflammables ni toxiques 	8 compresseurs d'air de 55 à 100 CV chacun : puissance absorbée totale = 610 kW	NC

*Cette capacité annuelle totale comprend le traitement des déchets non dangereux et des déchets d'activités de soins à risques infectieux

A (autorisation), D (déclaration), NC (non classé).

Compte tenu également des nouvelles exigences réglementaires impactant le domaine de l'incinération des déchets non dangereux au travers des arrêtés ministériels du 3 août 2010 et du 18 novembre 2011, l'Inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet de la Haute-Garonne de modifier les prescriptions applicables à l'unité d'incinération de la SETMI.

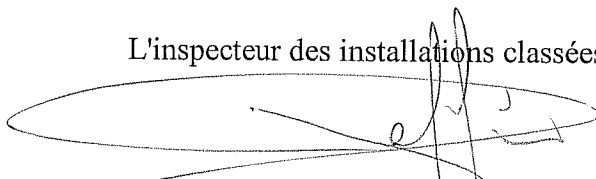
Le projet d'arrêté, joint au présent rapport, transpose donc cet arrêté du 3 août 2010 et propose notamment la mesure en semi-continu des dioxines et furannes, la mesure en continu de l'ammoniac, la mesure de la performance énergétique, et fixe des durées maximales d'indisponibilité des appareils de mesure.

Il remplace aussi les références à la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers par de nouvelles renvoyant à l'arrêté du 18 novembre 2011 qui sera en vigueur à partir du 1er juillet 2012.

Enfin, il prend en compte les modifications techniques récentes et à venir du site concernant le traitement et les conditions de rejet des effluents liquides et du traitement des mâchefers.

Ce texte devra être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques conformément aux dispositions de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement.

L'inspecteur des installations classées,



Yann DEFFIN

Vérifié, et validé le 12 juin 2012
L'inspecteur des installations classées,



Romain RUSCH

PJ : un projet d'arrêté complémentaire

